

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/DS113/1
G/L/219
G/AG/GEN/17
8 janvier 1998
(98-0030)

Original: anglais

CANADA - MESURES VISANT LES EXPORTATIONS DE PRODUITS LAITIERS

Demande de consultations présentée par la Nouvelle-Zélande

La communication ci-après, datée du 29 décembre 1997, adressée par la Mission permanente de la Nouvelle-Zélande à la Mission permanente du Canada et à l'Organe de règlement des différends, est distribuée conformément à l'article 4:4 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends.

Les autorités de mon pays m'ont chargé de demander l'ouverture de consultations avec le Canada, conformément à l'article 4 du Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends, à l'article 19 de l'Accord sur l'agriculture et à l'article XXII:1 de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (GATT de 1994), au sujet du programme canadien de subventions à l'exportation de produits laitiers connu sous le nom de programme des classes spéciales de lait. La *Loi sur la Commission canadienne du lait* et l'*Accord général sur un fonds commun pour les classes spéciales de lait* qui a été signé par la Commission canadienne du lait et les provinces participantes sont au nombre des instruments à mentionner en ce qui concerne ce programme.

La Nouvelle-Zélande considère que le programme canadien des classes spéciales de lait est incompatible avec les obligations qui découlent pour le Canada des articles 3, 8, 9 et 10 de l'Accord sur l'agriculture.

La Nouvelle-Zélande se réserve le droit de soulever d'autres points de fait ou de droit au cours des consultations.

Nous attendons votre réponse à la présente demande et souhaitons qu'une date mutuellement acceptable puisse être fixée pour les consultations. Nous suggérons que celles-ci aient lieu au cours de la semaine commençant le 26 janvier 1998.
